



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour les institutions
subsidiées de l'enseignement libre en
Communauté française et germanophone**

**CCT n° 131322/CO/152.02
du 27/11/2015**

Correction dans le texte français :

- L'article 3, § 2 doit être corrigé comme suit :
"Cette prime est accordée sur la base de
6,83 EUR pour chaque mois pendant lequel
Payant droit a été occupé durant l'année de
référence par une institution ressortissant à la
Commission paritaire pour les institutions
subsidiées de l'enseignement libre en
communauté française et germanophone."

Correction du texte néerlandais :

- L'article 5, b) doit être corrigé comme suit :
"tijdens het refertejaar ingeschreven zijn in het
personeelsregister van een inrichting van het
vrij gesubsidieerd onderwijs van de Franse of
Duitstalige Gemeenschap of met
brugpensioen zijn en tijdens het refertejaar
een aanvullende brugpensioenvergoeding
ontvangen ten laste van een inrichting bedoeld
in artikel 1 van deze overeenkomst;"

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde
inrichtingen van het vrij onderwijs van de
Franse Gemeenschap en de Duitstalige
Gemeenschap**

**CAO nr. 131322/CO/152.02
van 27/11/2015**

Verbetering in de Franstalige tekst :

- Artikel 3, § 2 moet als volgt verbeterd
worden : "Cette prime est accordée sur la base
de 6,83 EUR pour chaque mois pendant lequel
Payant droit a été occupé durant l'année de
référence par une institution ressortissant à la
Commission paritaire pour les institutions
subsidiées de l'enseignement libre en
communauté française et germanophone."

Verbetering in de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 5, b) moet al sals volgt verbeterd
worden : "tijdens het refertejaar ingeschreven
zijn in het personeelsregister van een
inrichting van het vrij gesubsidieerd onderwijs
van de Franse of Duitstalige Gemeenschap of
met brugpensioen zijn en tijdens het
refertejaar een aanvullende
brugpensioenvergoeding ontvangen ten laste
van een inrichting bedoeld in artikel 1 van
deze overeenkomst;"

- L'article 6, § 1^{er} doit être corrigé comme suit :
"In de loop van het laatste kwartaal van het sociaal dienstjaar ontvangen de werkgevers en de sociale secretariaten via het Sociaal en Waarborgfonds ~~van de~~ **voor de gesubsidieerd** inrichtingen van het vrij ~~gesubsidieerd~~ onderwijs van de Franse ~~of~~ **en de** Duitstalige Gemeenschap, hierna "het Fonds" genoemd, de tewerkstellingsattesten die vereist zijn voor het verkrijgen van de vakbondspremie."

Correction dans les deux langues :

- L'article 8 doit être renuméroté 7 et ainsi de suite.

Décision du

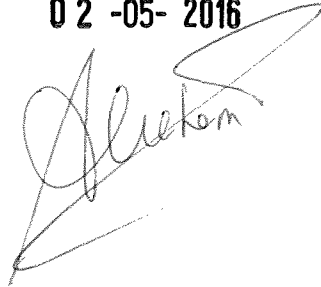
- Artikel 6, § 1 moet als volgt verbeterd worden : "In de loop van het laatste kwartaal van het sociaal dienstjaar ontvangen de werkgevers en de sociale secretariaten via het Sociaal en Waarborgfonds ~~van de~~ **voor de gesubsidieerd** inrichtingen van het vrij ~~gesubsidieerd~~ onderwijs van de Franse ~~of~~ **en de** Duitstalige Gemeenschap, hierna "het Fonds" genoemd, de tewerkstellingsattesten die vereist zijn voor het verkrijgen van de vakbondspremie."

Verbetering in beide talen :

- Artikel 8 moet 7 hernoemd worden, enz.

Beslissing van

02 -05- 2016

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. K. K.', written over the date stamp.

Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone

Convention collective de travail du 27 novembre 2015 fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'une prime syndicale.

Neerlegging-Dépôt: 10/12/2015
Regist.-Enregistr.: 10/02/2016
N°: 131322/CO/152.02

CHAPITRE Ier. Champ d'application

Article 1er. La présente convention s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières, dénommés ci-après « ouvriers », des institutions ressortissants à la « Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone. »

CHAPITRE II. Octroi d'une prime Syndicale

Article 2. En exécution des dispositions de l'article 5 des statuts du Fonds Social et de Garantie pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre en communauté française et germanophone, une prime syndicale est payée annuellement aux ouvriers visés à l'article premier, à charge du Fonds Social et de Garantie pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre en communauté française et germanophone.

Le montant et les conditions d'octroi et de liquidation sont fixés dans la présente convention.

CHAPITRE III. Montant de la prime syndicale

Article 3. § 1er. A partir du 1er janvier 2016, le montant de la prime syndicale est égal à 82 EUR par année de référence entièrement travaillée.

§ 2 Cette prime est accordée sur la base de 6,83 euros pour chaque mois pendant lequel ^{l'ayant} droit a été occupé durant l'année de référence par une institution ressortissant à la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre en communauté française et germanophone.

Article 4. § 1 er. Est considérée comme année de référence, l'année civile qui précède l'année de paiement de la prime.

§ 2. Chaque mois durant lequel les ouvriers sont inscrits au registre du personnel est considéré comme un mois travaillé. Si le travailleur est inscrit au registre du personnel au plus tard le 15

[Handwritten signatures and initials]

du mois, le mois est compté pour un mois entier. Si le travailleur est rayé du registre du personnel au plus tard le 15 du mois, le mois est compté pour un mois entier.

L'inscription dans le système DIMONA tient lieu d'inscription au registre du personnel.

§ 3. Pour l'application de la présente convention, une période de prépension est considérée comme une période de prestations de travail complètes.

CHAPITRE IV. Conditions d'octroi

Article 5. Les ouvriers ont droit au montant entier de la prime syndicale s'ils remplissent les conditions suivantes:

- a) au 1er janvier de l'année de référence, être membre d'une des organisations interprofessionnelles représentatives de travailleurs, représentées au niveau national;
- b) être inscrits au registre du personnel d'une institution de l'enseignement libre de la Communauté française ou germanophone ou être prépensionné et recevoir une allocation complémentaire de prépension à charge d'une institution visée à l'article 1er de la présente convention pendant l'année de référence;
- c) ne pas être licencié pour motif grave.

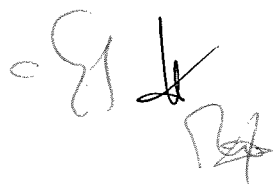
CHAPITRE V. Modalités d'exécution

Article 6. § 1er. Dans le courant du dernier trimestre de l'exercice social, les employeurs et les secrétariats sociaux reçoivent, par l'intermédiaire du Fonds Social et de Garantie pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre en communauté française et germanophone, ci-après dénommé "le Fonds", les attestations d'emplois nécessaires à l'obtention de la prime syndicale

§ 2. Au 1er trimestre-calendrier qui suit l'exercice social en question, les travailleurs concernés reçoivent, de leur employeur ou de son secrétariat social, l'attestation d'emploi en vue de l'obtention de la prime syndicale. Sur présentation de cette attestation, les organisations syndicales paient endéans le mois la prime syndicale aux membres bénéficiaires.

Au minimum une fois par semaine, un décompte du nombre de primes payées est transmis au Fonds, soit par fax (02/256 70 46), soit par mail à l'adresse définie en conseil d'Administration.

§ 3. Au plus tard le 31 août, les organisations syndicales transmettent au fonds



a) Un décompte final des primes syndicales payées, accompagnée d'une copie de l'attestation d'emploi ou d'un listing général des bénéficiaires, ainsi que d'un décompte des frais de gestion. Chaque organisation introductrice certifie le décompte qu'elle transmet. Le Fonds rembourse le montant des frais de gestion dans les 30 jours de la réception du document.

b) Sur décision du conseil d'administration, la transmission des copies des attestations d'emploi- ou du listing général pourra être remplacée par la garde des documents par les organisations syndicales, pour contrôle, à la disposition du fonds pendant 3 ans.

§ 4. Au plus tard le 20 décembre, sur la base des montants payés par les organisations syndicales, le Fonds verse, sur les comptes des organisations syndicales l'avance permettant le paiement des prime.

Article 7. § 1er. Les primes qui n'ont pas été liquidées une année précédente, mais pour lesquelles le travailleur a rempli toutes les conditions peuvent encore être payées.

§ 2. Le paiement des primes visées au présent article peut remonter jusqu'à 5 ans maximum en arrière.

§ 3. L'organisation syndicale vérifie si le travailleur remplit les conditions.

CHAPITRE VI. Dispositions générales

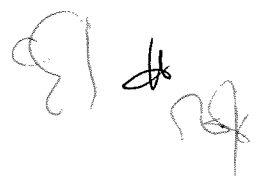
Article 8. Les organisations de travailleurs s'engagent à ne pas cumuler la prime syndicale payée par la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone avec les primes syndicales existant dans d'autres secteurs de l'industrie.

Article 9. Tous cas imprévus ou litigieux au sujet du paiement de la prime syndicale et de la reconnaissance de l'ayant droit sont tranchés par le Conseil d'administration du Fonds Social et de Garantie pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre en communauté française et germanophone.

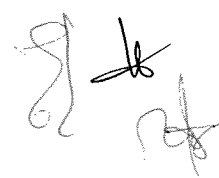
CHAPITRE VII. Durée de validité et dispositions transitoires

Article 10. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2016 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission



paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone.

Handwritten signature or initials in the bottom right corner of the page.

Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 27 november 2015 betreffende de bepaling van het bedrag en de toekennings- en betalingsmodaliteiten van een vakbondspremie.

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied

Art. 1 – Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de mannelijke en vrouwelijke werknemers, hierna “werknemers” genoemd, die ressorteren onder het “Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap”.

HOOFDSTUK II. Toekenning van een vakbondspremie

Artikel 2. In uitvoering van de bepalingen van artikel 5 van de statuten van het Sociaal en Waarborgfonds voor de gesubsidieerde Inrichtingen van het vrij onderwijs in de Franse en Duitstalige Gemeenschap, wordt aan de werknemers bedoeld in artikel 1 jaarlijks een vakbondspremie toegekend ten laste van het Sociaal en Waarborgfonds voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs in de Franse en Duitstalige Gemeenschap.

Het bedrag en de voorwaarden inzake toekenning en uitbetaling worden in deze overeenkomst vastgelegd.

HOOFDSTUK III. Bedrag van de vakbondspremie

Artikel 3. § 1. Vanaf 1 januari 2016 bedraagt de vakbondspremie 82 euro per volledig gewerkt refertejaar.

§ 2 Deze premie wordt toegekend op basis van 6,83 euro voor elke maand waarin de rechthebbende tijdens het refertejaar werd tewerkgesteld door een inrichting die ressorteert onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 4. § 1. Wordt beschouwd als refertejaar, het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar van de uitbetaling van de premie.

§ 2. Elke maand waarin de werknemers zijn ingeschreven in het personeelsregister, wordt als een gepresteerde maand beschouwd. Indien de werknemer ten laatste op de 15de van de maand werd ingeschreven in het personeelsregister, wordt deze maand als een volledige maand beschouwd. Indien de werknemer ten laatste op de 15de dag van de maand wordt geschrapt uit het personeelsregister, wordt deze maand als een volledige maand beschouwd.

De inschrijving in het DIMONA systeem vervangt de inschrijving in het personeelsregister.

§ 3. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt een periode brugpensioen beschouwd als een periode van volledige arbeidsprestaties.

HOOFDSTUK IV. Toekenningsvoorwaarden

Artikel 5. De werknemers hebben recht op het volledige bedrag van de vakbondspremie, indien zij voldoen aan volgende voorwaarden :

- a) op 1 januari van het refertejaar lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties die op nationaal vlak zijn vertegenwoordigd;
- b) tijdens het refertejaar ingeschreven zijn in het personeelsregister van een inrichting van het vrij ~~gesubsidieerd~~ onderwijs van de Franse of Duitstalige Gemeenschap of met brugpensioen zijn en tijdens het refertejaar een aanvullende brugpensioenvergoeding ontvangen ten laste van een inrichting bedoeld in artikel 1 van deze overeenkomst;
- c) niet ontslagen zijn wegens dringende reden.

HOOFDSTUK V. Uitvoeringsmodaliteiten

Artikel 6. § 1. In de loop van het laatste kwartaal van het sociaal dienstjaar ontvangen de werkgevers en de sociale secretariaten via het Sociaal en Waarborgfonds ~~van de~~ inrichtingen van het vrij ~~gesubsidieerd~~ onderwijs van de Franse ^{en de} Duitstalige Gemeenschap, hierna "het Fonds" genoemd, de tewerkstellingsattesten die vereist zijn voor het verkrijgen van de vakbondspremie.

voor de gesubsidieerde

§ 2. In het eerste kalenderkwartaal dat volgt op het betreffende boekjaar ontvangen de betrokken werknemers van hun werkgever of hun sociaal secretariaat het tewerkstellingsattest voor het bekomen van de vakbondspremie. Op voorlegging van dit attest betalen de vakorganisaties binnen de maand de vakbondspremie aan de leden die er recht op hebben.

Minstens één keer per week wordt een afrekening van het aantal premies voorgelegd aan het Fonds, hetzij per fax (02-256 70 46), hetzij per e-mail op het adres dat door de raad van bestuur wordt bepaald

§ 3. Uiterlijk op 31 augustus bezorgen de vakorganisaties het Fonds :

a) een eindafrekening van de uitbetaalde vakbondspremies, samen met een afschrift van het tewerkstellingsattest of een algemene lijst van de rechthebbenden, alsook een afrekening van de beheerskosten. Elke indienende organisatie certificeert de afrekening die ze indient. Het Fonds betaalt het bedrag van de beheerskosten binnen 30 dagen na ontvangst van het document terug.

b) De raad van bestuur kan beslissen dat de afschriften van de tewerkstellingsattesten of de algemene lijst niet worden voorgelegd maar dat de vakorganisaties de documenten met het oog op controle 3 jaar ter beschikking van het Fonds moeten houden.

§4. Uiterlijk op 20 december stort het Fonds op basis van de bedragen uitbetaald door de vakorganisaties, de voorschotten die de uitbetaling van de premie mogelijk maken, op de rekeningen van de vakorganisaties.

Artikel 7. §1 De premies die niet in een voorgaand jaar werden vereffend, maar waarvoor de werknemer aan alle voorwaarden voldoet, kunnen nog worden uitbetaald.

§ 2. De uitbetaling van de premies bedoeld in dit artikel kan tot maximaal vijf jaar teruggaan.

§ 3. De vakorganisatie gaat na of de werknemer aan de voorwaarden voldoet.

HOOFDSTUK VI. Algemene bepalingen

Artikel 9. De werknemersorganisaties verbinden zich ertoe de vakbondspremie uitbetaald door het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse en de Duitstalige Gemeenschap, niet te cumuleren met de vakbondspremies die bestaan in de andere industrietakken.

Artikel 9). Alle onvoorziene gevallen of geschillen in verband met de uitbetaling van de vakbondspremie en de erkenning van de rechthebbende worden geregeld door de raad van bestuur van het "Sociaal en Waarborgfonds voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse en de Duitstalige Gemeenschap".

HOOFDSTUK VII. Geldigheidsduur en overgangsbepalingen

Artikel 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2006 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Mits een opzeggingstermijn van zes maanden kan ze door elk van de partijen worden opgezegd bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de

voorzitter van het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap.